

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 24/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HYDRAPRO SAS

ZA DU PIQUET
35370 Étrelles

Références : -
Code AIOT : 0006602641

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement HYDRAPRO SAS implanté lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre des travaux d'extension du site en cours de réalisation. Cette extension a été autorisée par arrêté préfectoral du 6 octobre 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRAPRO SAS
- lieu dit de Pazac Route de Meyne 30210 Lédénon

- Code AIOT : 0006602641
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société HYDRAPRO (groupe B2F) exploite un site industriel de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, principalement pour le marché des piscines et spa. Le site occupe une superficie de près de 6 hectares. Il est situé au lieu-dit Pazac, route de Meynes, sur la commune de Lédénon, à une quinzaine de kilomètres au nord est de Nîmes, à environ 3km au sud du centre de Lédénon et 3 km à l'ouest du centre de Meynes, dans un milieu agricole.

Les habitations les plus proches des limites du site se situent à près de 20 mètres au sud (accueillant des chambres d'hôtes), à 500 mètres à l'est au lieu dit «les Mugues» et à 500 mètres au sud-ouest au niveau de l'exploitation maraîchère.

L'activité du site consiste à réceptionner des substances chlorées en poudre, les mélanger, les presser pour former des pastilles ou galets ou encore de les ensacher directement sous forme pulvérulente. Le process de fabrication se fait à température ambiante et aucune réaction chimique n'est mise en œuvre. Le site conditionne également en seaux ou bidons des produits détergents et d'entretien sous forme de poudres.

L'exploitant dispose sur son site de 3 mélangeurs pour la fabrication de produits solides (poudre), de 3 lignes de conditionnement et pressage sous forme de pastilles (pastilleuse) et de 2 lignes de conditionnement semi-automatique de produits solides (poudre) en sceau.

L'établissement emploie environ 47 agents permanents ainsi que des personnels intérimaires (jusqu'à 40 saisonniers en période de pointe d'activité).

Le site est soumis à autorisation sous la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève du statut seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;

- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Dispositions constructives des 2 nouveaux bâtiments | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Désenfumage des 2 nouveaux bâtiments | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.3 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite, il a été constaté 2 faits avec suites. Ces faits, dont la gravité et les enjeux sont,

à ce stade, estimés comme modérés, nécessitent la réalisation d'actions correctives ou la transmission d'éléments justificatifs de la part de l'exploitant.
C'est pourquoi, ces faits conduisent à une lettre de suite de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions constructives des 2 nouveaux bâtiments

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment produits finis et bâtiment matières premières |
| Prescription contrôlée : [...] * Le bâtiment F de stockage des produits finis dispose de parois REI120 (coupe-feu de degré 2 heures) d'une hauteur de 12,5 mètres et d'une porte coupe-feu EI2 120C. Les produits sont conditionnés et stockés sur rack. * Le bâtiment de stockage des matières premières dispose d'un sol, parois et plafond en béton et est divisé en 12 cellules de stockage de 4 mètres de hauteur. Ces cellules sont séparées par des murs REI 120. Les parois périphériques sont EI 120 et les portes coupe-feu EI2 120C. Ce compartimentage a pour objet de prévenir la propagation d'un incendie d'une cellule de stockage à l'autre. Pour atteindre cet objectif, les cellules respectent au minimum les dispositions suivantes : - les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (baies, convoyeurs, passages de gaines, câbles électriques et tuyauteries, portes, etc.) sont munies de dispositifs de fermeture ou de calfeutrement assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces parois. Les fermetures manœuvrables sont associées à un dispositif assurant leur fermeture automatique en cas d'incendie, que l'incendie soit d'un côté ou de l'autre de la paroi. Ainsi, les portes situées dans un mur REI 120 présentent un classement EI2 120 C. Les portes battantes satisfont une classe de durabilité C2. La fermeture automatique des dispositifs d'obturation (comme par exemple, les dispositifs de fermeture pour les baies, convoyeurs et portes des parois ayant des caractéristiques de tenue au feu) n'est pas gênée par les stockages ou des obstacles ; - si les murs extérieurs ne sont pas au moins REI 60, les parois séparatives de ces cellules sont prolongées latéralement aux murs extérieurs sur une largeur de 0,50 mètre de part et d'autre ou de 0,50 mètre en saillie de la façade dans la continuité de la paroi ; - la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; - les parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement. Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place. |

[...]

Constats :

1) Bâtiment F dédié au stockage de produits finis :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un ensemble de documents pour justifier des caractéristiques du bâtiment, dont les éléments suivants :

- Hauteur du bâtiment : plan de masse projeté d'avril 2022 établi par l'architecte maître d'œuvre. Ce plan indique que l'acrotère du bâtiment produits finis a une hauteur de 12,5 mètres. **Mais, le plan de définition du local stockage annexé au DOE (version C), mis à jour le 15 avril 2024, indique une hauteur d'acrotère de 13,5 mètres ;**
- portes :
 - plan de repérage annexé au dossier d'ouvrage exécuté. Ce plan donne les références des portes mises en place, à l'exception de la grande porte donnant sur l'extérieur ;
 - notices techniques des portes (autres que la grande porte donnant sur l'extérieur). Selon l'exploitant, au regard des éléments des notices techniques et de la nature des murs dans lesquels ces portes ont été installées, ces portes sont EI2 120 ;
 - un avis de chantier correspondant, selon l'exploitant, à la grande porte donnant sur l'extérieur. Selon cet avis, cette porte est EI2 120 ;
- parois :
 - plan de repérage annexé au dossier d'ouvrage exécuté. Ce plan précise que les parois du bâtiment sont constituées de murs coupe-feu [CF] 2 heures ;
 - une note justifiant du ferrailage des poutres et pannes du bâtiment.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que :

- le bâtiment F est équipé de racks de stockage, mais aucun produit n'est stocké pour l'instant ;
- le mur du bâtiment F dépasse de plus d'un mètre la toiture des bâtiments mitoyens A et B ;
- toutes les portes du bâtiment F disposent d'une plaque précisant leur référence et confirmant leur degré coupe-feu 2 heures, **à l'exception de la grande porte donnant sur l'extérieur. Les éléments présentés par l'exploitant ne permettent pas de faire le lien entre cette porte et l'avis de chantier présenté lors de la visite.** Les références des portes mentionnées sur le plan de repérage sont en adéquation avec les informations figurant sur les plaques des portes ;
- les portes piétons ne se ferment pas sur déclenchement de la détection incendie, mais elles sont équipées d'un groom ferme-porte. Selon l'exploitant, ces portes sont en position fermées en exploitation. La porte ouvrant sur le bâtiment B est équipée d'un dispositif permettant sa fermeture automatique. Selon l'exploitant ce dispositif est asservi à la détection incendie. Le bon fonctionnement de cet asservissement n'a pas été testé lors de la visite. L'exploitant a indiqué avoir procédé à une vérification de cet asservissement lors du test de la mesure de maîtrise des risques MMR BT2, réalisé le 28 mars 2024. L'exploitant a présenté le compte-rendu de ce test. Ce document mentionne la réalisation de cette vérification ; aucun dysfonctionnement de cet asservissement n'a été relevé lors de ce test ;
- des ouvertures ont été pratiquées dans les murs, afin de passer des câbles électriques ou des tuyauteries d'alimentation en eau. Si un rebouchage de certaines de ces ouvertures est visible (par exemple autour de la tuyauterie d'alimentation en eau du système d'extinction à la mousse), **en revanche, certaines des ouvertures ne semblent pas avoir été rebouchées (exemple : passage de câble a proximité de la porte piétons ouvrant sur le bâtiment A) ;**
- les murs sont constituées de plaques en béton disposées les unes sur les autres. Selon les documents présentés par l'exploitant, le jointoyage entre ces plaques a été réalisé par du mortier. **Néanmoins, lors de la visite, l'inspection a constaté que le jointoyage semble avoir été réalisé, par**

endroits, avec un produit de type mousse expansée ;

- un tableau électrique est présent à proximité de la porte piétons ouvrant sur le bâtiment A. La porte de ce tableau n'est pas fixée. Selon l'exploitant, la proximité des racks gêne la mise en place de la porte du coffret, et donc oblige à remplacer celle-ci.

2) Bâtiment dédié au stockage de matières premières :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un ensemble de documents pour justifier des caractéristiques du bâtiment, dont les éléments suivants :

- hauteur du bâtiment : plan de définition de la couverture du "local bunker" annexé au DOE. Ce plan précise que l'acrotère a une hauteur de 4 mètres ;

- portes :

- notices techniques des portes. Selon l'exploitant, au regard des éléments des notices techniques, ces portes sont EI2 120 ;

- plan de repérage du "local bunker" annexé au DOE. Ce plan donne les références des portes mises en place et précise que les portes sont coupe-feu 2 heures ;

- parois :

- fiche technique des blocs béton constituant les parois du bâtiment. Selon l'exploitant, au regard des éléments de cette fiche technique et de la nature des murs, ces blocs confèrent un degré coupe-feu 2 heures. S'agissant du non dépassement en toiture des parois, l'exploitant a précisé que la toiture étant réalisée en béton, ceci constitue un dispositif équivalent au dépassement en toiture pour empêcher la propagation d'un incendie d'une cellule vers une autre par la toiture ;

- plan du "local bunker" annexé au DOE : ce plan précise que les parois du bâtiment sont constituées de murs coupe-feu [CF] 2 heures.

Lors de la visite de terrain, l'inspection a constaté que :

- pour l'instant, aucun produit n'est stocké au sein des cellules du bâtiment dédié au stockage des matières premières ;

- les portes des cellules de stockage n° 8 et n°9 ont un degré coupe-feu 2 heures, d'après les plaques apposées sur celles-ci ;

- les murs des cellules n° 4, 8 et 9 sont constitués de blocs béton ;

- le plafond de la cellule n° 8 est en blocs béton ;

- certaines des ouvertures réalisées dans les parois des cellules pour permettre le passage de câbles, ne semblent pas avoir été rebouchées (exemple : cellules n° 4, 8, 9) ;

- la porte piétons de la cellule n° 8 ne se ferme pas sur déclenchement de la détection incendie, mais elle est équipée d'un groom ferme-porte, à l'instar des portes piétons du bâtiment F. Pour la cellule n° 9, la porte permettant le passage des chariots est équipée d'un dispositif permettant sa fermeture automatique. Selon l'exploitant, ce dispositif est asservi à la détection incendie. Le bon fonctionnement de cet asservissement n'a pas été testé lors de la visite. **L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document confirmant que le bon fonctionnement de l'asservissement de la fermeture des portes à la détection incendie a été testé.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Bâtiment F dédié au stockage des produits finis :

- clarifier la donnée sur la hauteur du bâtiment F dédié au stockage des produits finis ;

- mettre en place, sur la grande porte donnant sur l'extérieur, un marquage précisant la référence de la porte et son degré coupe-feu ;

- procéder au rebouchage des ouvertures faites pour permettre notamment le passage de câbles et transmettre à l'inspection les éléments justifiant des travaux faits ;

- justifier que le jointoyage entre les plaques constituant les murs du bâtiment a été réalisé par du

| |
|--|
| <p>mortier conformément au cahier des charges des travaux du bâtiment, et transmettre à l'inspection les justificatifs correspondants ;</p> <p>- mettre en place une porte au niveau du coffret électrique et transmettre les éléments justifiant de la mise en place de la porte ;</p> <p>- <u>Bâtiment dédié au stockage de matières premières :</u></p> <p>- procéder au rebouchage des ouvertures faites pour permettre notamment le passage de câbles et transmettre à l'inspection les éléments justifiant des travaux faits ;</p> <p>- tester le bon fonctionnement de l'asservissement de la fermeture des portes à la détection incendie.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Désenfumage des 2 nouveaux bâtiments

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 6.3.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment produits finis et bâtiment matières premières |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les bâtiments fermés sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'évacuation manuelles sont placées à proximité des accès et facilement accessibles depuis les issues des bâtiments. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires ne doit pas être inférieure à 0,5 % de la superficie de la toiture des bâtiments A et B et 2 % pour les toitures des autres bâtiments.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>- <u>Bâtiment F dédié au stockage des produits finis :</u></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le plan de définition de la couverture du bâtiment, annexé au DOE. Ce plan (version C), mis à jour le 15 avril 2024, précise le modèle d'exutoires mis en place, leur nombre et leur surface utile. Le bâtiment dispose de 5 exutoires. L'inspection a pu constater, de visu, lors de la visite, la présence de 8 ouvrants dans le bâtiment F, dont 5 sont équipés de vérins.</p> <p>Selon le plan précité, la surface utile totale des exutoires est de 22,75m². La superficie de la toiture du bâtiment est de 961 m². La surface utile totale des exutoires représente donc plus de 2 % de la superficie de la toiture.</p> <p>L'inspection note, toutefois, qu'au regard de la fiche technique des exutoires présentée par l'exploitant, la surface utile unitaire de chaque exutoire est de 4,08m² et non de 4,55m². Une erreur semble donc avoir été commise dans le calcul de la surface utile totale des exutoires. Celle-ci est, a priori, plutôt de 20,4 m². L'inspection note que cette surface reste, néanmoins, supérieure à 2% de la superficie de la toiture.</p> <p>Selon l'exploitant :</p> <p>- les exutoires sont à commandes automatiques et manuelles. L'inspection a pu constater la présence d'un boîtier de commande manuelle d'ouverture des exutoires dans le bâtiment ;</p> <p>- un test de bon fonctionnement des exutoires a été réalisé le 20 mars 2024. Le rapport</p> |

correspondant a été présenté à l'inspection. Ce rapport indique que les systèmes sont opérationnels.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder, récemment, à des travaux pour asservir l'ouverture des exutoires à la détection incendie, mais **le PV de réception de ces travaux n'a pas encore été établi.**

- Bâtiment dédié au stockage de matières premières :

Le plan de définition de la couverture du "local bunker" annexé au DOE précise que la surface utile totale des exutoires est de 8,64 m², pour une superficie de toiture de 317 m². La surface utile totale des exutoires représente donc plus de 2 % de la superficie de la toiture.

Les exutoires sont à commande manuelle. Selon l'exploitant, la mise en place de commandes uniquement manuelles et donc l'absence de commandes automatiques résulte des échanges eus avec les services d'incendie et de secours. L'inspection note que l'étude de dangers insérée au dossier de demande d'extension ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation d'extension du 6 octobre 2022, indique que le désenfumage ne peut être déclenché qu'en accord avec les sapeurs-pompiers.

L'article 6.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 octobre 2022 nécessitera d'être modifié afin de clarifier ce point.

L'inspection a pu constater la présence des treuils permettant l'ouverture manuelle des exutoires au sein des cellules du bâtiment (contrôle par sondage).

L'inspection a relevé que la présence des commandes manuelles à l'intérieur des cellules nécessiterait aux intervenants d'entrer dans la cellule pour ouvrir les exutoires, et donc d'être dans le nuage toxique, en cas d'accident se produisant dans une des cellules.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Bâtiment F dédié au stockage des produits finis :

- vérifier le calcul de la surface utile totale des exutoires et rectifier, le cas échéant, cette donnée sur les plans annexés au DOE ;

- transmettre le PV de réception des travaux justifiant de l'asservissement de l'ouverture des exutoires au déclenchement de la détection incendie.

- Bâtiment dédié au stockage de matières premières :

- examiner si l'implantation des exutoires est compatible avec la stratégie d'intervention en cas de sinistre, définie en lien avec les pompiers, ou s'il est nécessaire de déplacer les commandes manuelles à l'extérieur des cellules. Dans l'éventualité où, à l'issue de cet examen, les commandes seraient déplacées à l'extérieur, l'exploitant examinera les mesures à mettre en place afin de protéger les commandes par rapport aux facteurs d'agression climatiques (ensoleillement, pluie, gel...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois